

RAPPORT ANNUEL
DE SUIVI ET D'ANALYSE
DU CONTEXTE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PAIX
DANS LES ZONES D'INTERVENTION
DE L'OCADES CARITAS BURKINA
2019



Journée sur l'inclusion à Garango : Participation de jeunes sourds et muets au concours de danse et de musique

Liste des acronymes

CCB	Communauté Chrétienne de Base
CECI	Communautés d'Épargne et de Crédit Interne
CRS	Catholic Relief Services
CSP	Cohésion Sociale et Paix
EPA	Equipe Paroissiale d'Animation
OCADES	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
PDI	Personne Déplacée Interne
PS	Plan Stratégique
SED	Secrétariat Exécutif Diocésain

Table des matières

I. Introduction	4
II. Présentation de l'OCADES Caritas Burkina et de ses zones d'intervention	5
2.1. Zones d'intervention	5
2.2. Domaines d'intervention	6
2.3. Orientations stratégiques en lien avec la cohésion sociale	7
III. Méthode de collecte de données	8
3.1. 3.1. Base méthodologique	8
3.2. Les outils de collecte	8
3.3. Processus de collecte.....	9
3.4. Limites de la méthode	10
IV. Suivi des indices de cohésion sociale et de conflit au Burkina Faso	12
4.1. Indices de cohésion sociale et de paix	12
4.1.1. Aspect sociopolitique	13
4.1.2. Aspect socioéconomique	14
4.1.3. Aspect socioculturel	14
4.2. Indices de conflits.....	17
4.2.1. Les conflits liés au foncier.....	18
4.2.2. Les conflits liés à la politique	19
4.2.3. Les conflits liés à la gestion des terres et des infrastructures	19
4.2.4. Les conflits liés aux ressources et services.....	20
4.2.5. Terrorisme et groupes violents	21
4.3. Focus sur les acteurs.....	26
V. La mobilisation de l'OCADES Caritas Burkina pour contribuer à la cohésion sociale et à la paix en 2019	27
5.1. Retours d'expériences sur la mise en œuvre du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina	27
5.2. Des efforts à poursuivre aux niveaux organisationnel et opérationnel	33
VI. Conclusion : là où le feu n'a pas pris, renforcer l'eau, là où le mur est fendillé, renforcer les fondations et réparer les fentes	34
Annexe 1 Outil de collecte de données pour l'élaboration du rapport 2019 pour l'analyse et le suivi du contexte de cohésion sociale et de paix dans les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina	35
Annexe 2 Typologie des conflits dans le contexte national du Burkina Faso	38
Annexe 3 Identification des facteurs clés de cohésion sociale et de tension au Burkina Faso	40

I. Introduction

La tolérance et le vivre-ensemble, socles des valeurs de la société burkinabè, sont devenues une préoccupation politique majeure au Burkina Faso depuis 2015 face à la menace émanant d'une part de la montée de comportements d'incivisme, de violence et des tensions sociales depuis la période dite « post-insurrectionnelle » et d'autre part de l'intensité et les stratégies diaboliques des attaques terroristes qui meurtrissent le peuple burkinabè.

C'est dans ce contexte et dans l'exercice de ses missions que l'OCADES Caritas Burkina a fait de cette préoccupation un axe de son Plan Stratégique III pour la période 2019 – 2023. En effet, si comme le dit l'adage « Lorsque le l'eau coule en continu, le feu ne peut pas prendre », l'OCADES Caritas Burkina a pour ambition d'améliorer sa politique d'intervention en prenant systématiquement en compte les composantes de cohésion sociale et de paix dans la gestion de ses projets et programmes. A ce titre, elle a conçu le « Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina » à partir d'une approche de sensibilité au contexte au prisme de laquelle elle s'interroge à la fois sur comment son action influe sur le contexte et comment le contexte influe sur son action ainsi que sa vie en tant qu'organisation au service de la charité.

Pour nourrir cette réflexion, l'OCADES Caritas Burkina a réalisé pour la première fois une analyse du contexte dans différentes zones d'intervention du réseau, à la lumière de la perception de ses équipes diocésaines et paroissiales.

L'analyse dont le présent rapport fait l'objet n'a pas pour ambition de livrer une étude nationale mais, en toute humilité, de :

- Equilibrer les informations diffusées sur ce qui ne va pas avec une attention particulière au tissu de cohésion sociale qui fonctionne dans la grande majorité des territoires locaux ;
- Rester vigilant sur l'évolution du contexte aux niveaux local et national, afin d'adapter les interventions de l'OCADES Caritas Burkina et de mieux renforcer la cohésion sociale et la paix : « *Si la rivière change de lit, il faut que le Caïman aussi change de parcours* » ;
- Systématiser à terme le suivi des effets de toutes nos actions en matière de cohésion sociale et de paix : « *c'est lorsque le mur se fendille que le lézard passe* ».

II. Présentation de l'OCADES Caritas Burkina et de ses zones d'intervention

L'OCADES Caritas Burkina est un instrument technique de mise en œuvre de la pastorale sociale de l'Église Famille de Dieu au Burkina Faso. Elle est membre de la Confédération Caritas Internationalis.

L'OCADES Caritas Burkina est née d'une volonté des Évêques du Burkina Faso d'adapter leur instrument de pastorale sociale aux interpellations, à l'environnement local et international, aux valeurs et aux principes de l'engagement de l'Église Famille de Dieu au Burkina Faso pour le développement et la solidarité. Elle s'implique, à travers l'aide humanitaire et l'aide au développement, dans le capital humain, le spirituel, le politique, l'économique, le social et le culturel afin de travailler à plus de mieux-être et de dignité de la personne humaine, sans distinction aucune.

La Conférence Épiscopale Burkina Niger a érigé l'OCADES Caritas Burkina en une Commission Épiscopale, par Décret N°025/2014 du 29 septembre 2014, à savoir la commission de la pastorale sociale. Apolitique, poursuivant un but non lucratif et intervenant en accompagnement des politiques publiques, elle a également le statut d'Association d'Utilité Publique, reconnu par le Décret N° 2013-256/PRES/PM/MATS/MEF.

2.1. Zones d'intervention

L'OCADES Caritas Burkina est un vaste réseau de 15 Secrétariats Exécutifs Diocésains (SED) avec plus de 200 démembrements paroissiaux couvrant l'ensemble du territoire national, à savoir les 13 régions et les 45 provinces du Burkina Faso comme l'indique le tableau ci-dessous :

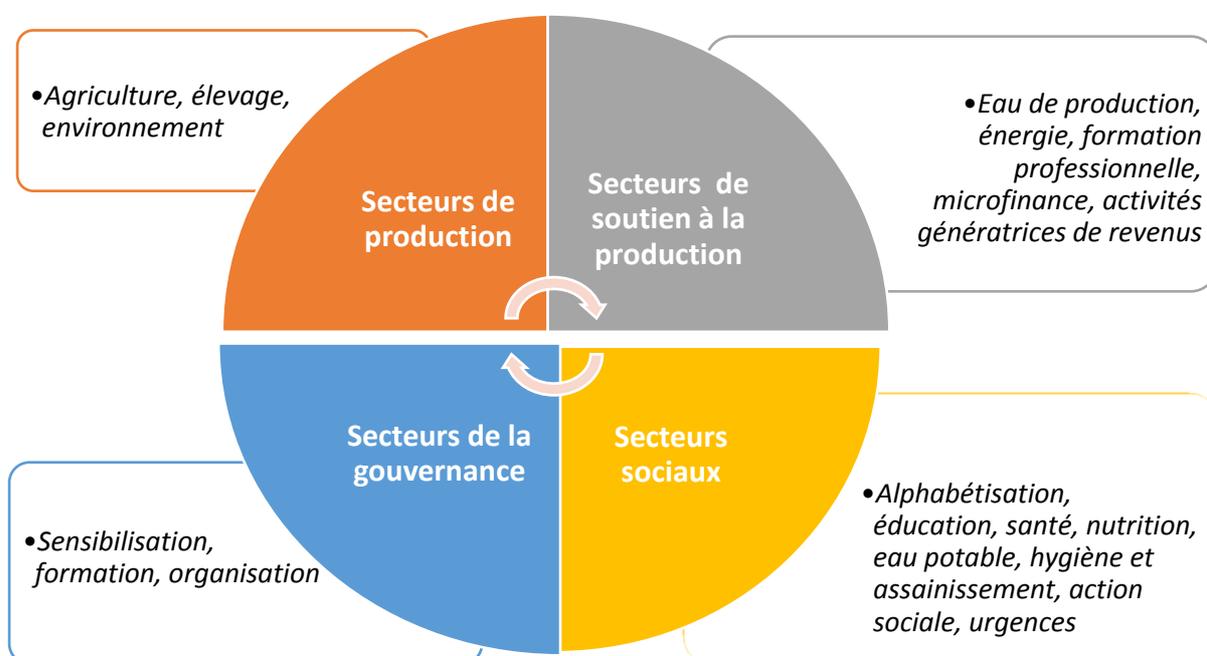
Diocèses	Régions	Provinces par région
Banfora	Cascades	Comoé, Léraba
Bobo Dioulasso	Hauts Bassins	Houet, Kéné Dougou, Tuy
Dédougou	Boucle du Mouhoun	Balé, Mouhoun, Nayala, Sourou,
	Hauts-Bassin	Tuy
Diébougou	Sud-Ouest	Bougouriba, Ioba
Dori	Sahel	Oudalam, Seno, Soum, Yagha
Fada NGourma	Est	Gourma, Komandjari, Gnagna, Kompienga et Tapoa

Gaoua	Sud-Ouest	Noumbiel et Poni
Kaya	Centre Nord	Namentenga, Sanmentenga
Koudougou	Boucle du Mouhoun	Balé
	Centre Ouest	Boulkiemdé, Ziro, Sissily, Sanguié
	Nord	Passoré
Koupela	Centre Est	Kourittenga
	Plateau Central	Ganzourgou
Manga	Centre Sud	Nahouri, Zoundweogo
Nouna	Boucle du Mouhoun	Banwa, Kossi
Ouagadougou	Centre	Kadiogo
	Centre Sud	Zoundweogo
	Plateau central	Oubritenga, Kourouéogo
Ouahigouya	Nord	Yatenga, Loroum, Zondoma
	Centre Nord	Bam
Tenkodogo	Centre Est	Boulgou, Koulpéléogo

Tableau 1 Zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina

2.2. Domaines d'intervention

Les domaines d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina sont :



2.3. Orientations stratégiques en lien avec la cohésion sociale

Afin de mieux répondre aux besoins des communautés qu'il accompagne, le réseau OCADES Caritas Burkina met en œuvre son plan stratégique pour la période 2019-2023, avec pour mission de: « **participer à la construction d'un Burkina Faso paisible où tous œuvrent pour un développement humain intégral, avec une attention particulière pour les plus vulnérables et dans un esprit de sauvegarde de la création** ».

Aussi, l'Axe Stratégique 2 du Plan Stratégique III, qui vise à « Promouvoir la cohésion sociale » a pour orientation stratégique de « Construire des communautés de paix et de dialogue dans les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina ».

C'est donc dans la perspective de comprendre et suivre le contexte ainsi que d'adapter les interventions du réseau en fonction de l'évolution de ce contexte que s'inscrit le présent rapport.

III. *Méthode de collecte de données*

3.1. 3.1. Base méthodologique

La méthodologie du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina (<http://ocadesburkina.org/wp-content/uploads/2019/07/RE%CC%81FE%CC%81RENTIEL-COHESION-SOCIALE-ET-PAIX-CARITAS-BURKINA.pdf>) propose de faire une analyse du contexte local des zones d'intervention, que ce soit à l'échelle des activités, des projets et programmes ou du territoire d'intervention. Cette analyse doit faire l'objet d'un suivi régulier et spécifique (en fonction de l'intensité des indices dans le contexte) de la part des acteurs concernés afin de pouvoir adapter la stratégie d'intervention. Aussi, le suivi effectué en 2019 sera étudié chaque mois, chaque semestre ou une fois par an selon les besoins de chaque contexte, cible des variables choisies, pour nous parler des tendances lourdes ou des signaux à court terme.

3.2. Les outils de collecte

Dans le cadre du présent rapport, la méthode de collecte de données consiste à recueillir auprès des SED les indices de cohésion sociale et de conflits dans leur contexte d'intervention, à savoir leurs territoires diocésains. Les SED sont invités à faire un suivi léger et régulier de ces indices afin de pouvoir en faire une analyse comparative annuelle, du local au global.

Pour collecter ces données, un outil (Annexe 1) a été élaboré sur la base des travaux réalisés en 2018 par l'OCADES Caritas Burkina, à savoir :

- l'identification, par les Points Focaux CSP, des facteurs clés de cohésion sociale et de tensions/conflits (Annexe 3) ;
- l'étude externe « pour la définition d'un mécanisme d'analyse et de suivi du contexte burkinabè en matière de cohésion sociale et de paix », qui inclue une définition des types de conflits (Annexe 2).

Concernant la compréhension du terme « cohésion sociale », en 2019, le ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale a retenu la

définition suivante de la cohésion sociale au Burkina Faso : « La cohésion sociale est le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, etc.) dans le respect des droits humains, des lois, des institutions de la République, tout en réduisant les inégalités sociales. ».

Il est à noter que les facteurs clés de cohésion sociale, identifiés par les Points Focaux CSP lors de l'élaboration du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina et retenus pour ce rapport, reprennent effectivement les 3 aspects relevés dans la définition nationale de la cohésion sociale, c'est-à-dire :

- l'aspect sociopolitique ;
- l'aspect socioéconomique ;
- l'aspect socioculturel.

La typologie des conflits utilisée pour ce rapport est celle qui a été identifiée dans l'étude sur l'état des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso réalisée en 2015 par le ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique, reprise dans le rapport de l'étude pour la définition d'un mécanisme d'analyse et de suivi du contexte burkinabè en matière de cohésion sociale et de paix commanditée par l'OCADES Caritas Burkina en 2018.

3.3. Processus de collecte

Le processus de collecte de ces informations suit, quant à lui, une démarche participative basée essentiellement sur :

- l'observation des faits;
- l'écoute active;
- les échanges participatifs formels et informels.

Certains diocèses effectuent ce suivi au sein de l'équipe diocésaine, avec l'appui des agents terrain, et d'autres par le biais de rencontres avec un échantillon d'équipes paroissiales.

Il s'agit par conséquent de données qualitatives et justifiées par des faits, qui reflètent le ressenti des équipes diocésaines et paroissiales, avec pour consigne d'avoir une attention particulière à la triangulation des informations et à la gestion des biais afin de tendre vers le plus d'objectivité possible.

Parmi les 15 démembrements du réseau, 7 diocèses ont renvoyé l'outil de collecte de données renseigné.

Ainsi, en fonction des événements et des dynamiques suivies dans chacun de ces diocèses, ce rapport dessine la diversité burkinabé en matière de Cohésion Sociale et Paix au sein de ces 7 diocèses, localisés dans la carte nationale des provinces ecclésiastiques et des diocèses du Burkina Faso ci-dessous :



3.4. Limites de la méthode

Le présent rapport de suivi et d'analyse de la cohésion sociale dans les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina revêt certaines limites dont les principales sont les suivantes :

- toutes les zones locales d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina ne sont pas couvertes par l'analyse dans la mesure où ce sont 7 des 15 démembrements diocésains du réseau qui ont renseigné et transmis au Secrétariat Général l'outil de collecte de données. Pour autant, si certains diocèses n'ont pas eu l'opportunité de faire cette analyse de leur contexte d'intervention, ils sont également à pied d'œuvre dans l'intégration de la CSP dans leurs pratiques, comme en témoignent les expériences partagées dans le chapitre dédié aux efforts de l'OCADES en la matière ;

- les consignes de l'outil de collecte de données n'ont pas été respectées de la même manière par les équipes diocésaines. En effet, s'il était demandé d'identifier 3 à 5 indices dans chacun des champs de la cohésion sociale et du conflit, certains ont jugé nécessaire et pertinent d'en identifier davantage, ce qui influe sur l'analyse des données ;

- l'analyse des contextes locaux est qualitative et est faite à partir du ressenti des équipes diocésaines, ce qui implique une part de subjectivité. Cette subjectivité est toutefois prise en compte. A cet égard, les points focaux CSP et leurs adjoints ont été sensibilisés à la gestion des biais, notamment avec des mises en situation et autres exercices pratiques, lors des ateliers de conception du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina et lors des ateliers d'appropriation dudit référentiel ;

- l'OCADES Caritas Burkina a pris comme option de faire un suivi léger de son contexte d'intervention, pour des raisons de faisabilité et d'efficacité. Ainsi, les indices relevés par les SED pour le présent rapport sont ceux qui sont le plus prégnants au moment de l'analyse du contexte local. Cela signifie que d'autres indices sont présents mais ne sont pas reportés ici et par conséquent ils ne sont pas pris en compte.

IV. Suivi des indices de cohésion sociale et de conflit au Burkina Faso

4.1. Indices de cohésion sociale et de paix

L'évaluation de la présence de la cohésion sociale au sein des zones d'intervention locales de l'OCADES Caritas Burkina est symbolisée par le code couleur suivant:

Présence forte (vert)	
Présence moyenne (orange)	
Présence fragile (rouge)	

La cartographie ci-dessous, illustrant la moyenne des tendances locales de cohésion sociale, manifeste que, de façon générale, les indices de cohésion sociale se portent bien au regard de l'analyse des équipes diocésaines. Une attention particulière est toutefois à prêter dans les diocèses de Banfora et de Fada N'Gourma où l'effritement de ce qui unit les communautés est inquiétant.

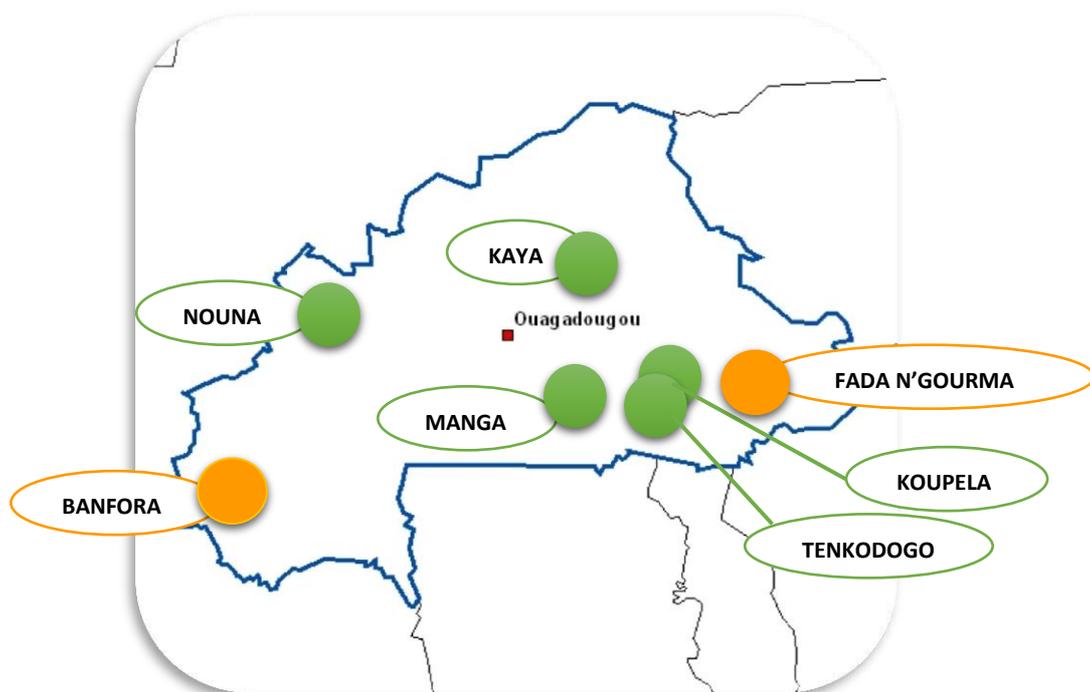


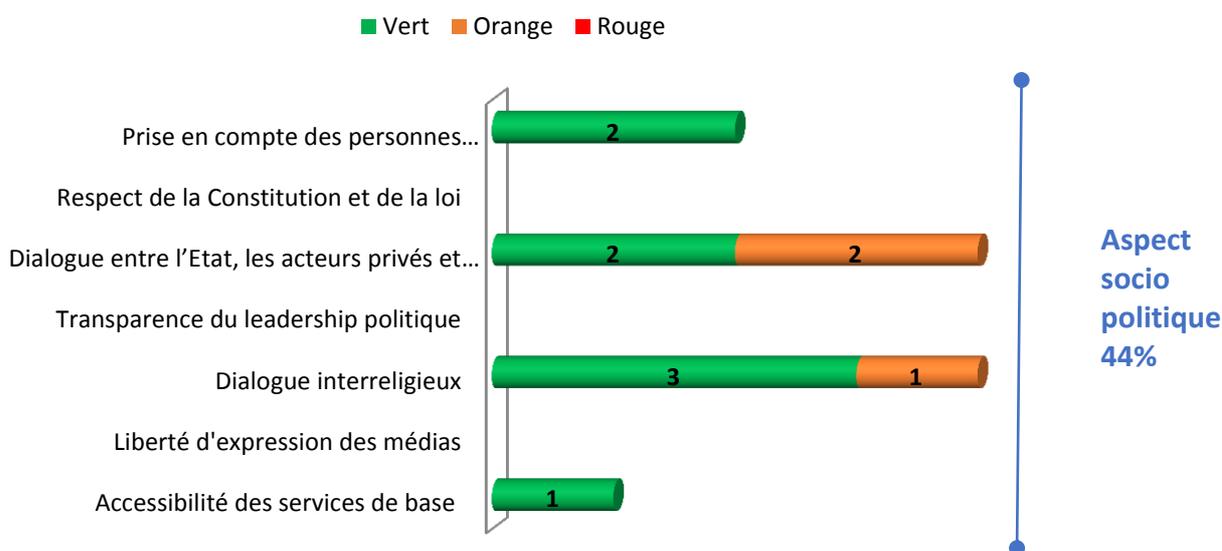
Figure 2 Cartographie des tendances locales de cohésion sociale dans les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina

Les données collectées auprès des SED montrent néanmoins une mosaïque de contextes locaux dans la nature des indices de cohésion sociale, avec toutefois des convergences. Les diagrammes ci-dessous reprennent les données collectées en la matière, soit le nombre de diocèses qui ont identifié les indices de cohésion sociale et l'intensité de la présence de ces indices. Le tableau qui suit lesdits diagrammes est une synthèse des données collectées par diocèse. Il ressort du traitement des informations que les aspects socio-culturel et sociopolitique sont les plus prégnants en tant d'indices de cohésion sociale, recueillant respectivement 48% et 44% des réponses, alors que l'aspect socioéconomique n'en représente que 12% (cf diagrammes ci-après).

4.1.1. Aspect sociopolitique

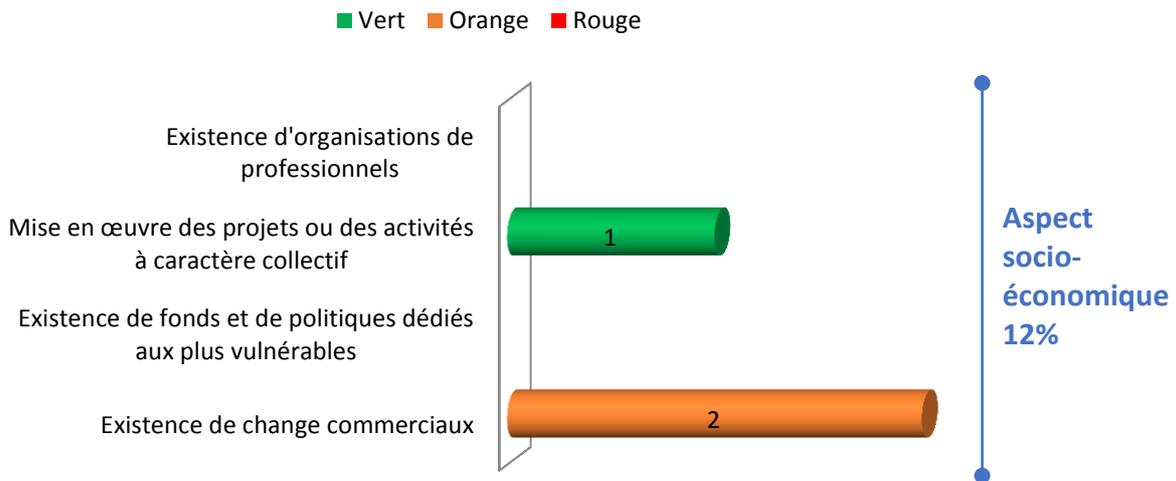
Nous retiendrons pour l'essentiel que le dialogue est un indice fort de la cohésion sociale dans 4 diocèses, qu'il s'agisse du « dialogue entre l'Etat, les acteurs privés et la société civile » ou du « dialogue interreligieux ».

Ces dialogues interviennent dans la gestion de conflits relatifs notamment aux problèmes de chefferie ou encore dans le partage des événements sociaux liés à la vie confessionnelle catholique et musulmane comme par exemples l'invitation (réciproque) d'autres confessions religieuse lors de prêches, la représentation des leaders catholiques aux fêtes musulmanes et l'appel des leaders musulmans pour la participation de leurs fidèles au nettoyage des cimetières lors la fête de la Toussaint.



4.1.2. Aspect socioéconomique

Le diagramme ci-dessous montre que si l'aspect socioéconomique est un indice de cohésion sociale dans 3 des 7 diocèses qui représentent les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina dans le présent rapport, il est beaucoup moins significatif que les autres aspects. Nous citerons en exemple l'attribution d'un terrain par la Mairie de Nouna aux Personnes Handicapées pour la construction d'un poulailler dans le cadre de l'autopromotion de ces personnes.

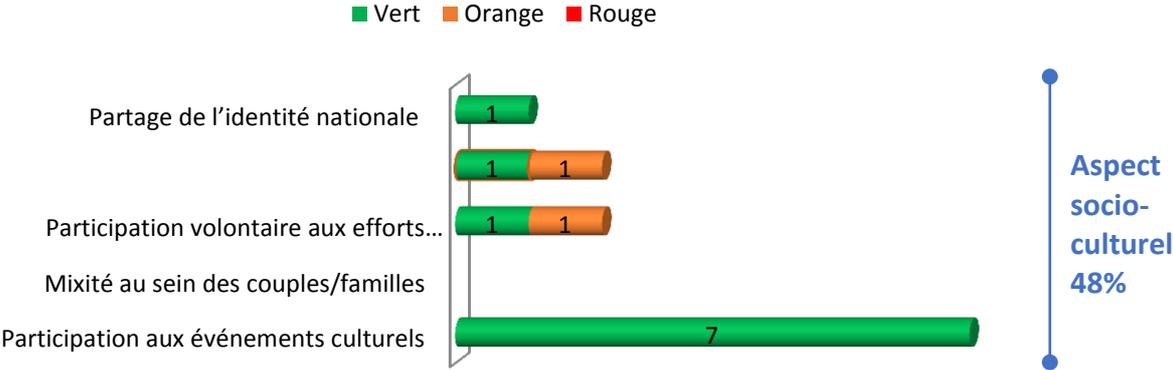


4.1.3. Aspect socioculturel

En ce qui concerne l'aspect socioculturel, il est intéressant de noter que l'indice « participation aux événements culturels » est commun à tous et est fortement présent, même dans les contextes sécuritaires difficiles que nous connaissons. Il s'agit des fêtes nationales et événements locaux tels que la célébration du 11 décembre, les mariages, les funérailles, la fête des récoltes, la journée internationale de la femme, et autres initiatives locales. De façon générale, les communautés se regroupent lors de ces événements, dans le partage, quelques soient les couches socio professionnelles, religieuses ou encore ethniques, les partis politiques, etc.

Cet indice est d'autant plus important que même si des tensions apparaissent lors de ces événements, ils sont gérés sans violence, avec pour connecteur le sentiment d'appartenance à la même communauté locale.

Suivant les tendances des indices de cohésion sociale précédemment relevés dans l'analyse des contextes locaux, il semble très intéressant de suivre les effets, à moyen terme, des événements justifiant de la présence de ces indices, et de voir comment il est possible, dans l'exécution ou dans la conception de projet/programme, de les prendre en compte afin de stimuler des changements au service de la paix.



	Indices de Cohésion sociale	Province ecclésiastique de Bobo-Dioulasso		Province ecclésiastique de Ouagadougou	Province ecclésiastique de Koupéla			
		Banfora	Nouna	Manga	Fada	Kaya	Koupéla	Tenkodogo
Sociopolitique	Accessibilité des services de base							
	Dialogue interreligieux							
	Dialogue entre l'Etat, les acteurs privés et la société civile							
	Prise en compte des personnes marginalisées et des plus vulnérables dans les sphères de décision politique							
Socioéconomique	Existence de changes commerciaux							
	Mise en œuvre des projets ou des activités à caractère collectif							
Socioculturel	Participation aux événements culturels							
	Participation volontaire aux efforts collectifs (communautaires)							
	Partage de valeurs communes (hospitalité, foi, solidarité)							
	Partage de l'identité nationale							

Tableau 2 Synthèse des indices de cohésion sociale au sein de 7 diocèses du réseau OCADES Caritas Burkina ayant fournis les données lors de la collecte

4.2. Indices de conflits

La présence des indices de conflits est également illustrée par un code couleur, inversé à celui des indices de cohésion sociale :

Forte présence (rouge)	
Présence moyenne (orange)	
Faible présence (vert)	

Là encore, nous observons une mosaïque de contextes locaux où domine une présence moyenne des conflits, comme l'indique la carte ci-dessous.

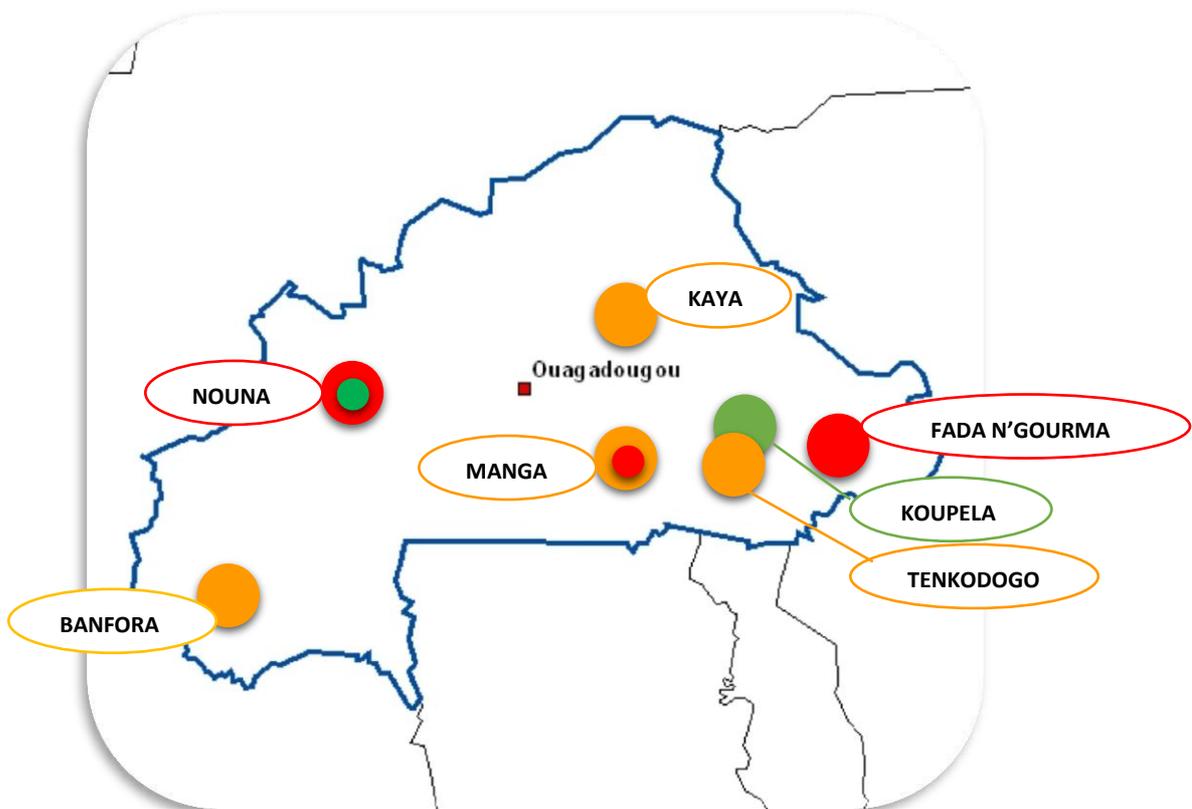


Figure 3 Cartographie de l'intensité des indices de conflits dans les zones d'intervention de l'OCADES Caritas Burkina

Les diocèses de Nouna et de Fada N'Gourma ont par contre une présence forte d'indices de conflits, même si Nouna nuance davantage en évoquant la faible intensité d'un certain nombre de ces indices (cf Tableau 4). Par exemple, dans ce diocèse, les conflits relatifs au foncier tels que l'accaparement des terres par de gros acheteurs qui les clôturent sans les mettre en valeur (un acheteur peut ainsi posséder 3 à 4 domaines) ou encore la vulnérabilité

de certaines populations hôtes à côté de certaines Personnes Déplacées Internes (PDI) nanties, sont des indices de conflits qui existent mais dont l'intensité est faible. Cela signifie qu'il est nécessaire, pour l'équipe du SED, de faire le suivi de ces indices afin d'évaluer leurs capacités à influencer sur l'exécution des projets et programmes et de veiller à ce que ces interventions n'attisent pas, même involontairement, ces tensions.

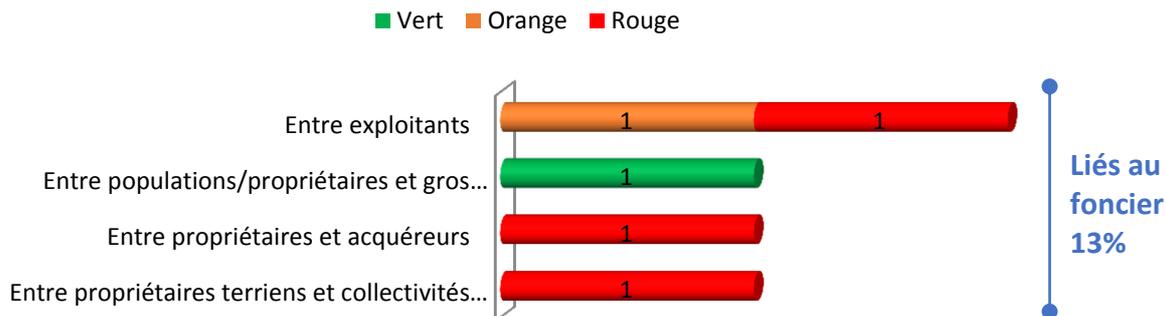
Il est également intéressant de constater que les zones qui connaissent les problèmes sécuritaires liés aux attaques et/ou à la pression de groupes armés non étatiques ne sont pas toutes, ou pas complètement, en rouge. De même, il y a des diocèses, comme celui de Manga, où la tendance est au rouge, mais pour d'autres raisons que sont des conflits entre un exploitant minier et une population locale ayant entraîné de gros dégâts matériels.

Le traitement des informations montre en effet des sources très différentes de conflits en fonction des zones et de l'histoire de ces zones. Ainsi, l'accès ou le partage des ressources et services, le terrorisme et les groupes violents représentent chacun 29% des indices de conflits relevés au sein des SED, alors que l'aspect politique représente 19%, le foncier 13% et la gestion des terres et des infrastructures 10%.

4.2.1. Les conflits liés au foncier

Concernant les conflits liés au foncier, les diocèses font état de contextes conflictuels entre exploitants notamment, occasionnant des morts d'hommes, de bétails ou encore le saccage de récoltes. Ces types de conflits soulèvent en particulier la problématique de l'application de la loi 034 sur le foncier d'une part et le poids de la coutume d'autre part.

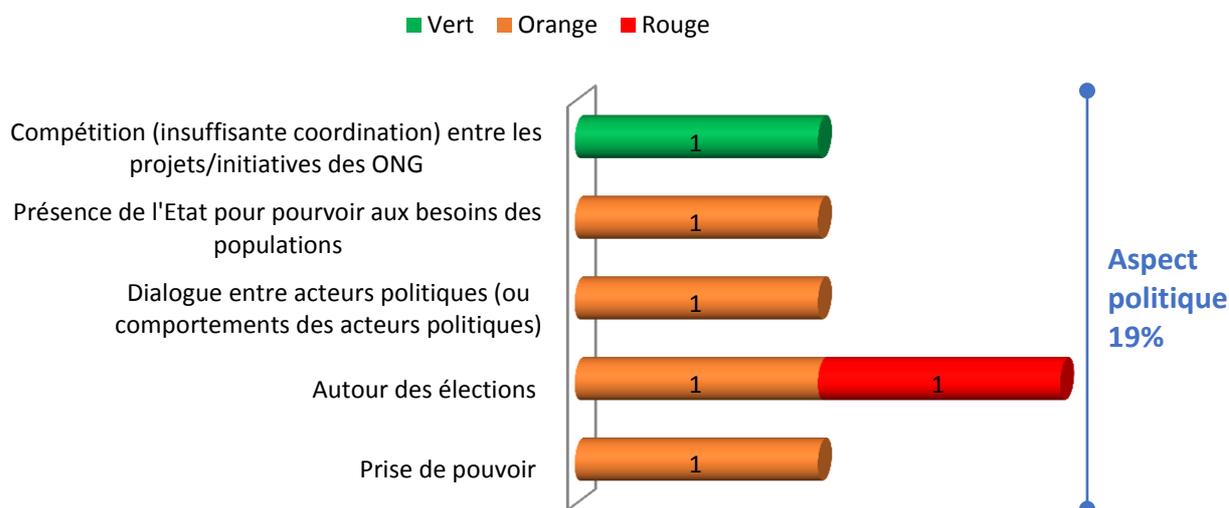
Sur un plan plus global, ce type de conflit est à prendre en compte dans les projets et programmes qui intègrent l'exploitation ou la gestion de terres. Il est essentiel de faire une analyse approfondie du contexte, de son histoire, de la gouvernance locale dans le domaine du foncier, du mode de gestion de conflits antérieurs, avec une cartographie des acteurs qui puisse répondre, par exemple, à la question suivante : si le propriétaire du terrain donne son accord pour la construction d'un forage, cet accord suffit-il ?



4.2.2. Les conflits liés à la politique

La forte présence de conflits liés à la politique dans les diocèses de Banfora et de Fada N’Gourma incite à la vigilance. En effet les conflits évoqués, qui séparent des familles, remontent aux élections couplées présidentielles et législatives de 2015 et ne sont toujours pas réglés. Au contraire, la situation augure de plus grandes divisions et de futurs affrontements violents au cours du prochain cycle électoral de 2020.

Notons également que les conflits liés à la chefferie, comme en situation d’intronisation simultanée de 2 chefs sur un même territoire, sont récurrents et occasionnent également des heurts qui peuvent devenir violents et sanglants.

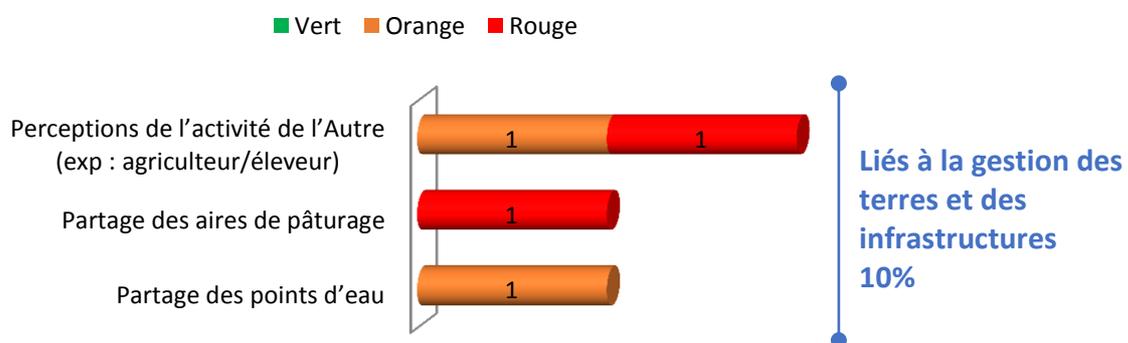


4.2.3. Les conflits liés à l’utilisation des terres et des infrastructures

Dans le diocèse de Nouna, le partage des points d’eau est un indice moyen de conflits qui se justifie par une forte pression autour de ces infrastructures, liée à l’arrivée massive des

Personnes Déplacées Internes (PDI). Dans le même diocèse, les conflits liés au partage des aires de pâturage prennent la forme de conflits intercommunautaires violents qui occasionnent également des déplacements internes de populations villageoises entières, fuyant les représailles.

La perception de l'activité entre éleveurs et agriculteurs est toujours très conflictuelle, notamment dans les diocèses de Banfora et de Nouna. Les autorités administratives et les collectivités territoriales se trouvent en difficulté pour la gestion de ces conflits, ce qui conduit les communautés à se rendre justice elles-mêmes.

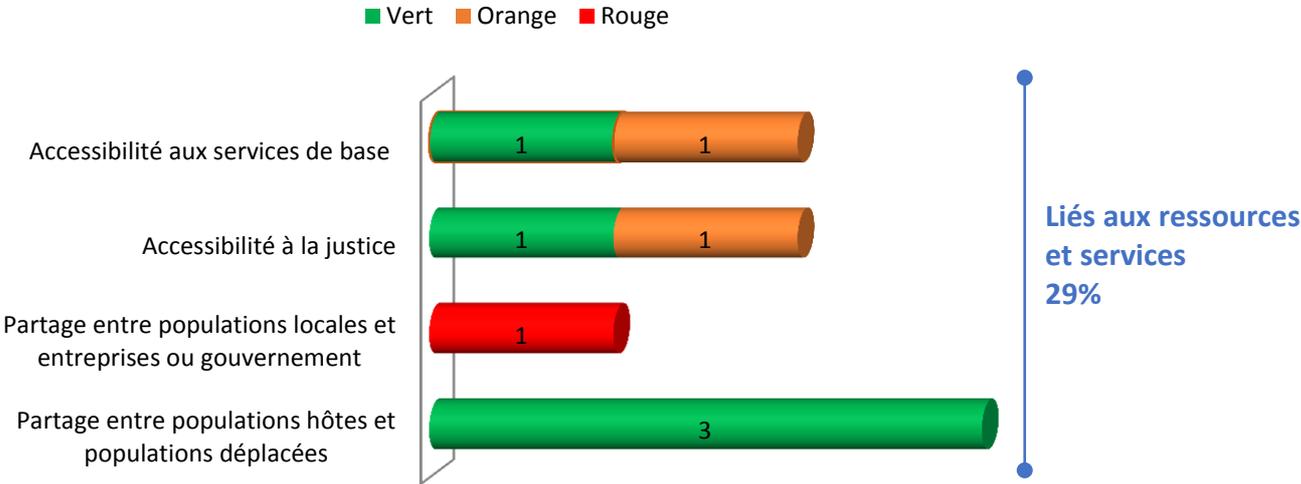


4.2.4. Les conflits liés aux ressources et services

Le partage des ressources et services entre populations hôtes et populations déplacées est un indice faible de conflit dans les diocèses de Kaya, Nouna et Fada N'Gourma. La faiblesse de cette intensité est liée au fait que beaucoup des projets exécutés dans ces zones et visant les communautés déplacées prennent également en compte les communautés hôtes dans le ciblage des bénéficiaires, dans le respect de la vulnérabilité de chacune d'entre elles. Par ailleurs, l'on retrouve ici un facteur clé de cohésion sociale qui est le partage de valeurs communes. En effet la majorité des PDI viennent trouver la sécurité auprès de familles avec qui elles ont des liens séculaires, ce qui favorise le vivre-ensemble, même dans ces situations humanitaires extrêmement difficiles qui augmentent la pression sur les ressources conduisant à leur rareté. Les conflits liés à l'accès aux services de base sont d'un autre ordre à Tenkodogo. Ils se sont manifestés lors de la grève des médecins au cours de laquelle une partie de la population a été accueillie au poste de santé des militaires mais, faute de soins ou de matériels de soins adaptés, beaucoup de morts ont été recensés.

Dans le diocèse de Banfora, les conflits liés à l'accès à la justice sont prégnants, comme cela a été souligné de façon transversale dans d'autres indices. Il ressort de l'analyse de ce contexte que beaucoup de citoyens sont brimés à cause de leur ignorance, de l'analphabétisme et du manque ou de l'insuffisance d'informations. Le délai de traitement des dépôts de plainte est long et quelques fois sans suite, ce qui amène les citoyens à se sentir loin de la justice et à se rendre justice eux-mêmes.

Cela montre avec force que, a contrario, la présence et la transparence de l'Etat dans la gestion de la vie quotidienne des citoyens est fondamentale à la cohésion sociale et intrinsèquement à la gestion/résolution non violente des conflits inhérents au vivre-ensemble.

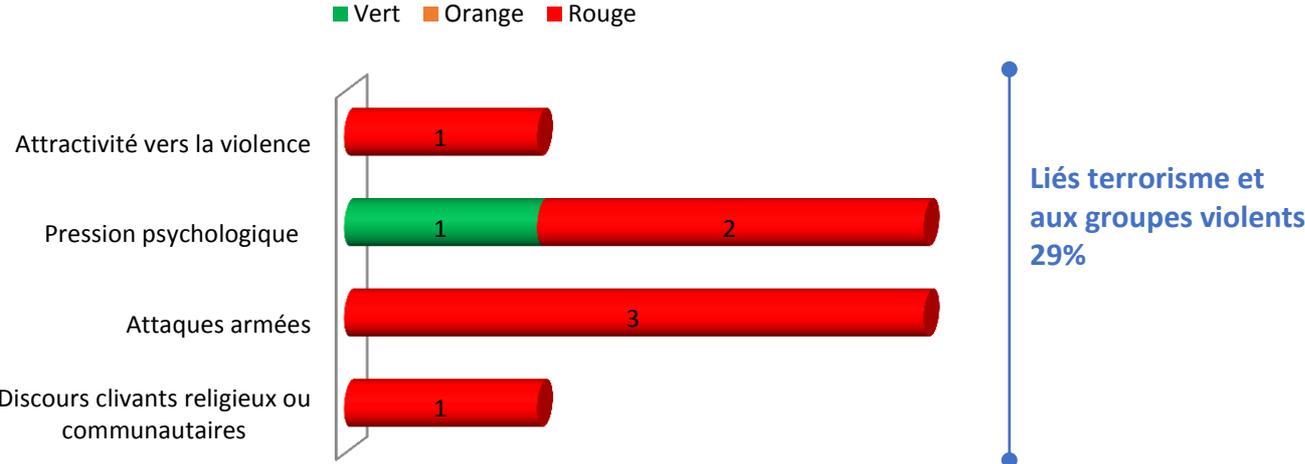


4.2.5. Terrorisme et groupes violents

L'indice de conflit lié au terrorisme et aux groupes violents est très fort dans les diocèses de Nouna, Kaya et Fada N'Gourma qui sont des zones atteintes par les attaques armées, ciblant entre autres les populations et les écoles, entraînant le déplacement de ces populations et l'inaccessibilité aux services de base. Le diocèse de Nouna fait part de la présence de terroristes lors de prêches dans les mosquées ainsi que des prêches à caractère violent.

Une des conséquences de cette situation d'insécurité est la peur et la méfiance envers chacun. Cette psychose se manifeste également, à des degrés différents, dans des diocèses

qui n'ont pas été la cible de ces attaques. Par exemple, on observe dans le diocèse de Tenkodogo une évolution des comportements de la population face à la dégradation du contexte sécuritaire dans la région : la suspicion est grandissante et le terrorisme est devenu un sujet tabou dans les milieux de discussion habituels et même en l'absence de couvre-feu les gens rentrent plus tôt chez eux le soir.



	Indices de conflit	Province ecclésiastique de Bobo-Dioulasso		Province ecclésiastique de Ouagadougou	Province ecclésiastique de Koupéla			
		Banfora	Nouna	Manga	Fada	Kaya	Koupéla	Tenkodogo
Foncier	Entre propriétaires terriens et collectivités territoriales							
	Entre propriétaires et acquéreurs							
	Entre populations/propriétaires et gros acheteurs de terre							
	Entre exploitants							
Utilisation des terres et infrastructures	Partage des points d'eau							
	Partage des aires de pâturage							
	Perceptions de l'activité de l'Autre (exp : agriculteur/éleveur)							

	Indices de conflit	Province ecclésiastique de Bobo-Dioulasso		Province ecclésiastique de Ouagadougou	Province ecclésiastique de Koupéla			
		Banfora	Nouna	Manga	Fada	Kaya	Koupéla	Tenkodogo
Politique	Prise de pouvoir							
	Autour des élections							
	Dialogue entre acteurs politiques (ou comportements des acteurs politiques)							
	Présence de l'Etat pour pourvoir aux besoins des populations							
	Compétition (insuffisante coordination) entre les projets/initiatives des ONG							
Ressources et services	Partage entre populations hôtes et populations déplacées							
	Partage entre populations locales et entreprises ou gouvernement							
	Accessibilité à la justice							
	Accessibilité aux services de base							

		Province ecclésiastique de Bobo-Dioulasso		Province ecclésiastique de Ouagadougou	Province ecclésiastique de Koupéla			
		Banfora	Nouna	Manga	Fada	Kaya	Koupéla	Tenkodogo
Religion	Contestation communautaire							
Terrorisme et groupes violents	Discours clivants religieux ou communautaires							
	Attaques armées							
	Pression psychologique							
	Attractivité vers la violence							

Tableau 4 Synthèse des indices de conflits dans les 7 diocèses du réseau OCADES Caritas Burkina ayant fournis les données lors de la collecte

4.3. Focus sur les acteurs

Cette mosaïque de contextes locaux nourrit la réflexion à un niveau plus global. En effet, cette analyse des indices de cohésion sociale et de conflits à travers le territoire national, qui correspond également à l'étendue de la zone d'intervention du réseau OCADES Caritas Burkina, enseigne de la présence de nouveaux acteurs visibles et ou invisibles, tels que les PDI et les groupes armés violents non identifiés dans certains diocèses. Ce phénomène tend à s'élargir à d'autres diocèses.

L'influence, les besoins, les intérêts et les craintes de ces nouveaux acteurs doivent absolument être pris en compte dans les interventions car ils influent sur la vie quotidienne et les relations entre les communautés et au sein des communautés. D'ailleurs, si on doit prêter une attention particulière à ces nouveaux acteurs, il est indispensable de prendre également en compte les mêmes préoccupations au sujet des communautés locales. Il s'agit à la fois de veiller à la prise en charge de leur vulnérabilité et d'éviter les frustrations en solidifiant les liens séculaires et les valeurs partagées de solidarité et d'hospitalité.

Si de nouveaux acteurs sont apparus en 2019, il convient d'être aussi vigilant aux acteurs impliqués dans des conflits anciens qui perdurent et qui peuvent s'aggraver dans le contexte précédemment développé, ou encore en perspective du prochain processus électoral. Citons par exemple les conflits entre éleveurs et agriculteurs, entre les exploitants miniers et les populations locales ou encore au sein de familles déchirées par les enjeux politiques.

Nous remarquons également l'absence, ou la présence insuffisante de certains acteurs qui peut être source de détérioration de la cohésion sociale comme la réponse de l'Etat et de ses services déconcentrés et décentralisés, dans le soutien à l'aide humanitaire, à l'aide au développement, à la gestion des conflits et à l'administration régulière et transparente de ses pouvoirs régaliens.

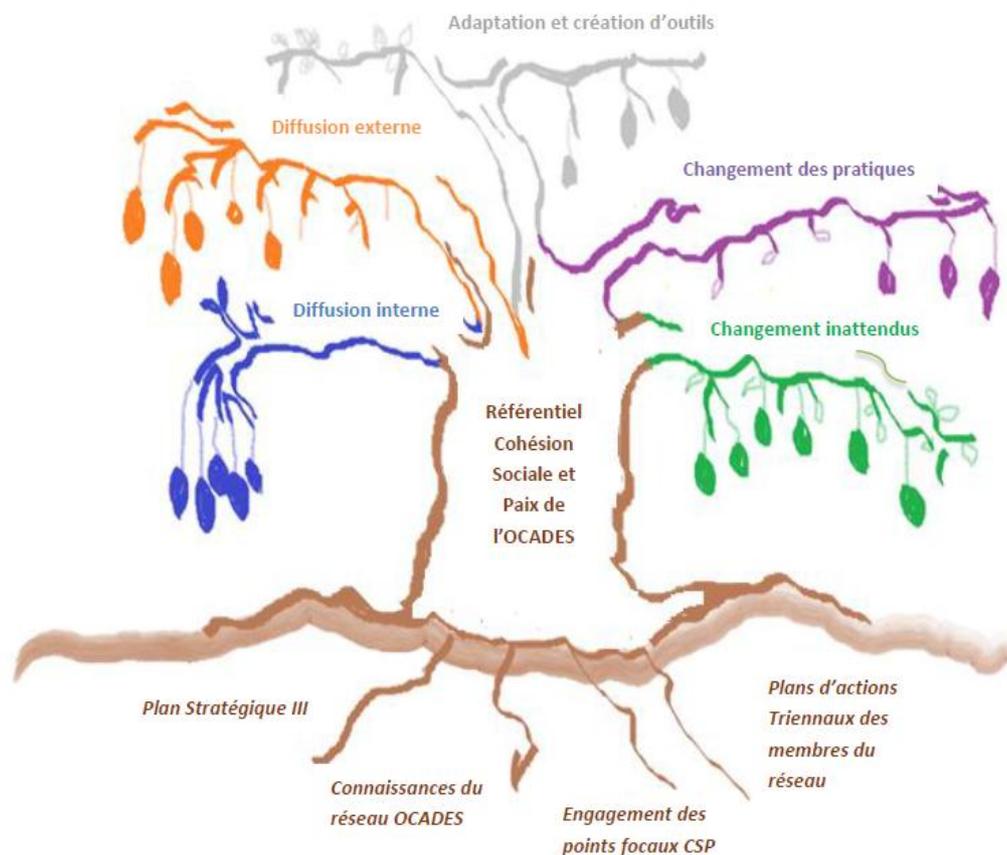
Enfin, il résulte du croisement des analyses locales l'importance de l'influence des leaders religieux et communautaires dans la prévention et dans la gestion des conflits, notamment à travers le dialogue avec les autres acteurs, qu'il soit formel ou informel. Ils portent et reflètent les valeurs socioculturelles qui unissent les communautés.

V. *La mobilisation de l'OCADES Caritas Burkina pour contribuer à la cohésion sociale et à la paix en 2019*

5.1. Retours d'expériences sur la mise en œuvre du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina

Sur fond d'un cadre institutionnel, à savoir le PS III, qui engage l'ensemble du réseau, et de cadres opérationnels inhérents aux différentes strates de ce réseau, le Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina¹, conçu en 2019, est utilisé comme support à l'expérimentation de nouvelles pratiques sur le terrain, pour le renforcement des connaissances et des capacités internes, et en vue d'insérer la thématique cohésion sociale et paix dans les outils opérationnels clés.

Pour illustrer son opérationnalisation, quelques expériences sont développées ci-dessous, à l'image d'un Baobab qui, grâce à un terreau fertile, donne les fruits de la promotion de la cohésion sociale :



¹ <http://ocadesburkina.org/wp-content/uploads/2019/07/RE%CC%81FE%CC%81RENTIEL-COHESION-SOCIALE-ET-PAIX-CARITAS-BURKINA.pdf>

- **Diffusion interne**
 - Dirigeants
 - Points focaux
 - Communautés

Afin de diffuser l'approche du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina, différents ateliers d'appropriation ont été organisés, à l'endroit des dirigeants du réseau (Secrétaire Général, Secrétaires Exécutifs et leurs Adjoints), des Points Focaux CSP et de leurs adjoints et de l'équipe du Secrétariat Général.

Pour sensibiliser à cette approche au sein du réseau et auprès des communautés locales, différentes actions sont entreprises, avec pour unique méthodologie de partir des expériences concrètes des participants et de les revoir à la lumière dudit référentiel :

- des missions d'appui du Secrétariat Général auprès des SED pour le coaching des équipes diocésaines à l'utilisation du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES ;
- des séances de sensibilisation auprès des EPA et des communautés locales sont organisées dans les diocèses, à l'instar du SED Tenkodogo qui a initié une tournée auprès des 10 paroisses qui composent son territoire d'intervention.

Expérience de SED Tenkodogo

Chaque mois, le Point Focal CSP et son Adjoint visitent les paroisses. Ils vont à la rencontre d'une vingtaine de personnes représentant pour l'essentiel la communauté locale, à savoir les membres de l'EPA, les leaders religieux musulmans, les chefs coutumiers et des animateurs OCADES. A l'issue de la séance de sensibilisation, ce groupe élit un noyau qui constituera le Comité Cohésion Sociale de la paroisse.

Ce comité a la responsabilité de :

- *Gérer les conflits de la communauté*
- *Veiller à la bonne entente au sein de la communauté*
- *Rechercher la paix*
- *Initier des activités communautaires pour valoriser le développement local*

Diffusion externe

- Evénement spécifique
 - Rencontres partenariales
 - Plan de communication

Le 26 juin 2019, l'OCADES Caritas Burkina a organisé un événement de présentation du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES auquel différents partenaires de l'Eglise Famille de Dieu au Burkina et de la société civile ont répondu présents.

En 2019, l'OCADES Caritas Burkina a participé à de nombreuses rencontres partenariales telles que l'atelier de lancement du FFU cohésion sociale, la formation « Ne pas Nuire » organisée par le Conflict Sensitivity Community (CSC) - Hub, l'atelier national de définition consensuelle de la cohésion sociale au Burkina Faso, etc., ont été des opportunités de partager cette expérience. L'intérêt des partenaires est réel, à l'instar du Réseau Billital Maroobé et Oxfam qui se réfèrent désormais à cette approche et s'inspirent de ce processus pour poursuivre leurs objectifs d'amélioration de leurs propres pratiques.

Enfin, l'OCADES Caritas Burkina met en œuvre un plan de communication sur le processus Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES reposant sur la collecte d'expériences, volontaires ou spontanées, de bonnes pratiques et d'histoires sur l'expérimentation du référentiel et de son approche.

Outils

- Intégration de l'approche de sensibilité au contexte dans des documents de référence
- Déclinaison du Référentiel par domaine d'intervention

Toujours dans l'objectif d'opérationnaliser l'intégration systématique de la cohésion sociale dans les interventions du réseau OCADES Caritas Burkina, l'approche de sensibilité au contexte a été intégrée dans des documents de référence et des documents plus opérationnels. Ainsi, le dispositif de gestion de plaintes et le Manuel de Suivi Evaluation de l'OCADES Caritas Burkina ont été révisés en 2019 en prenant en compte l'approche de sensibilité au contexte développée par le réseau. Cette intégration se poursuit jusqu'à la

base puisque les EPA sont formées à la gestion de la vie associative, à l'élaboration et la gestion de micro-projets avec pour support des manuels conçus à cet effet et intégrant ladite approche.

Par ailleurs, l'OCADES Caritas Burkina a lancé un chantier visant à renforcer les capacités des acteurs du réseau en développant des outils complémentaires, soit en déclinant le Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina dans les principaux domaines d'intervention de l'organisation. En 2019, les Points Focaux CSP œuvrant dans le domaine de l'Eau – Hygiène – Assainissement ont initié une Communauté de Pratiques afin de créer un outil qui permette d'intégrer l'approche du Référentiel de façon opérationnelle. D'autres projets sont en perspective en 2020 dans les domaines de la Réhabilitation à Base Communautaire et des interventions d'urgence humanitaire.

Changement de pratiques

- Dans l'exécution des projets et programmes
- Dans la conception de projet/programmes
- Dans l'analyse des performances des actions du réseau

Le Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina est de plus en plus expérimenté par les Points Focaux CSP dans l'exécution des projets et programmes en cours, notamment pour l'adaptation des interventions au regard de l'analyse de contexte qui est faite.

Intégration systématique de la CSP dans la mise en œuvre des interventions :

« A chaque réunion mensuelle, avec les agents terrain, je pose des questions sur le contexte. » (Béranger MONE, Point Focal CSP de SED Ouahigouya)

« Faire des retours réguliers à la situation de départ pour voir l'évolution du projet ou de l'activité et adapter l'intervention demandent beaucoup d'efforts mais cela évite les petits conflits et permet de baliser le terrain. » (Maximin SOMDA, Point Focal CSP de SED Dédougou)

« Au cours de l'exécution des projets, nous analysons les interactions entre notre intervention et le contexte et nous identifions les solutions qui apaisent la cohésion sociale. » (Anatole OUEDRAOGO, Point Focal CSP de SED Kaya)

De nombreux SED utilisent désormais le Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina dans la conception de nouveaux projets avec par exemples comme nouvelles pratiques :

- prise en compte du contexte social qui amène à cibler autrement les bénéficiaires en intégrant les non-bénéficiaires aux projets ;
- plus d'attention et de vigilance à la prise en compte des non-bénéficiaires et à la participation active de la population dans le ciblage des bénéficiaires ;
- analyse du contexte d'intervention pour la rédaction des nouveaux projets ;
- intégration de quelques indicateurs de la cohésion sociale avec la prise en compte de la dimension CSP dans la formulation des résultats et dans les activités ;
- interrogation en équipe projet sur les interactions entre l'intervention et la vie sociale du village.

Enfin, l'OCADES Caritas Burkina prend en compte la dimension de la cohésion sociale dans les études qu'elle diligente, comme par exemple dans l'étude réalisée en 2019 « sur la fonctionnalité des organes de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et sur la durabilité des ouvrages », et ce, plus spécifiquement autour des points d'eau et dans le fonctionnement des groupes CECI (Communautés d'Epargne et de Crédit Interne).

Changement inattendus

- Dans les comportements au quotidien
- Dans l'esprit réseau
- Dans les activités personnelles

Les changements inattendus sont nombreux car le Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES Caritas Burkina est source d'innovation et de galvanisation.

A titre d'exemples, nous citerons les expériences suivantes :

- le SED de Ouahigouya, en partenariat avec CRS Burkina, exécute le projet « Jeunesse et développement de l'entreprenariat au Yatenga » qui a pour objectif d'accompagner les jeunes à se développer et à pouvoir installer des micro-entreprises et des AGR. Ce projet

repose sur la pédagogie d'apprentissage développée dans le cadre du process Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES, notamment dans le cadre des activités relatives au développement des compétences de vie et d'employabilité. Le chargé de projet explique qu'il s'agit d'une méthodologie innovante visant à favoriser l'inclusion des jeunes en situation d'analphabétisation. Cette méthodologie consiste à mettre un accent particulier sur ce qui unit les jeunes, « à garder le regard vers là où on veut tous aller même si on ne partage pas tous les mêmes convictions, en tenant compte des réalités socio-culturelles » ;

- bon nombre de points focaux CSP font part de ce que l'approche du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES leur apporte dans leur quotidien, aussi bien au niveau professionnel que personnel ;

« Je suis en mesure d'apporter un plus dans l'exécution des projets en tenant compte de la dimension cohésion sociale et paix et non uniquement les résultats attendus du projet »

Anatole OUEDRAOGO,
Point Focal CSP du SED Kaya

« Depuis que je m'exerce au Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES, ce qui a changé, c'est surtout mes relations interprofessionnelles. Je pèse mes mots envers mes collègues et tous ceux avec qui je travaille. J'essaye de voir ce qui nous unit et ce qui nous divise, et comment à travers mes mots et mes comportements je peux influencer cela. »

Christophe BAYALA
Point Focal du SED Tenkodogo

- il ressort également des séances de sensibilisation sur l'approche du Référentiel Cohésion Sociale et Paix de l'OCADES auprès des EPA que ces séances participent à la fois de l'esprit réseau en ce que la systématisation prend en compte l'ensemble du réseau jusqu'à la base et galvanisent les équipes : « Ça fait du bien de voir le positif » (Membre de l'EPA de Pouytenga, Diocèse de Koupéla) ;

- si bon nombre de points focaux CSP témoignent de ce que l'approche du Référentiel a changé dans leur quotidien, notamment dans la vie du quartier, de la maison, certains l'utilisent également dans leur vie associative et spirituelle, comme le cas de

l'organisation par une paroisse d'un tournoi de foot au profit de la Cohésion Sociale dans un contexte de conflit entre 2 familles.

5.2. Des efforts à poursuivre aux niveaux organisationnel et opérationnel

Au cours de l'année 2019, le réseau OCADES Caritas Burkina s'est grandement mobilisé pour atteindre son objectif d'opérationnaliser l'intégration systématique de la cohésion sociale dans les interventions du réseau OCADES Caritas Burkina. Pour autant, il reste encore de nombreuses marches à gravir, notamment suite aux chantiers réalisés cette année et parmi lesquelles nous pouvons citer :

- le fonctionnement du dispositif de gestion de plaintes adapté à l'approche du Référentiel Cohésion Sociale et paix de l'OCADES ;
- la systématisation et la régularité de l'analyse du contexte local dans tous les diocèses ;
- l'accompagnement pour créer l'habitude, dans tous les démembrements, et ce jusqu'à la base, afin d'intégrer systématiquement l'approche de sensibilité au contexte dans les manières de faire et d'être, dans les relations interpersonnelles et dans les projets d'urgences et d'aide au développement ;
- l'élaboration de rapports d'impacts par projet/programme afin de valoriser les résultats de contribution du réseau OCADES à la cohésion sociale et à la paix ;
- l'adhésion des partenaires techniques et financiers à l'approche de sensibilité au contexte, en termes de ressources et de prise en compte du temps du changement ;
- la définition et la mise en œuvre d'une matrice de suivi-évaluation du changement.

VI. *Conclusion : là où le feu n'a pas pris, renforcer l'eau, là où le mur est fendillé, renforcer les fondations et réparer les fentes*

Les indices de cohésion sociale et les indices de conflits identifiés et étudiés dans ce document incitent à porter un regard différent sur le contexte actuel décrié du Burkina Faso mais aussi sur « Pourquoi ? » et « Comment ? » prendre en compte ce contexte et ses effets dans les actions d'aide au développement et dans les actions humanitaires. Fort est de constater que dans des zones dites rouges, il y a du vert, il y a de l'espoir, il y a de la cohésion sociale. Il s'agit de connaître et d'évaluer ce qui lie les personnes, les communautés, et de le soutenir, le renforcer, afin de prévenir ou d'atténuer ce qui divise. Cela signifie qu'il est nécessaire de poursuivre la connaissance de ce contexte en faisant le suivi régulier des événements et des comportements qui justifient ces indices, et pour les organisations telle que l'OCADES Caritas Burkina, d'adapter leurs interventions en fonction de l'évolution de ce contexte. Mais si les interventions peuvent influencer sur le contexte, ce dernier peut également avoir des effets positifs ou négatifs sur les interventions et doit faire l'objet d'une analyse, toujours dans le but d'adapter les actions pour atteindre les résultats tout en étant vigilant à contribuer au bon vivre-ensemble.

Au terme de ce rapport, c'est donc bien l'enjeu de la connaissance et du suivi du contexte qui apparaît pour faire de la cohésion sociale une opportunité de changement.

Cette observation signifie que sans être sourds ni aveugles aux signaux de crise, il faut renforcer les indices de cohésion sociale qui gagne contre le conflit, par nos actions et nos messages envers les populations burkinabé.

Cette responsabilité incombe à chacun, à son humble niveau, en tant que chrétien et en tant que citoyen. En effet, si le contexte est spécifique et mouvant, la cohésion sociale est dynamique et touche chacun d'entre nous, chaque jour, en famille, dans nos quartiers, dans nos communautés, au travail, (etc.). « L'espérance d'une cohésion sociale, affirmait Saint Jean-Paul II, impliquera toujours la solidarité fraternelle qui découle de la conscience de former une seule famille de personnes appelées à construire un monde plus juste et plus fraternel »².

² <https://fr.zenit.org>

Consigne

1. Identifiez au minimum 3 indices et au maximum 5 indices dans chacun des champs de la cohésion sociale et de la paix (1.) et du conflit (2.) qui ont marqué la vie de votre diocèse en 2019.

2. Justifiez cet indice en décrivant brièvement ce qui s'est passé, la nature de l'indice.

Exp : Indice : Participation aux événements culturels ; Description de l'indice : Présence des représentants des différentes confessions à la messe du centenaire du diocèse

3. Définissez l'indicateur de suivi du contexte au niveau de votre diocèse (cela vous permettra de faire le suivi l'année prochaine)

Exp : Niveau de participation croisée des leaders religieux aux différents événements confessionnels

4. Évaluez la force de l'indice selon le code couleur qui figure en bas de chaque tableau (rouge ; orange ; vert) : selon vous, cet indice rend compte d'une présence forte ou moyenne ou faible de cohésion sociale pour le premier tableau ou de conflit pour le second tableau

Par exemple, une présence forte d'un indice de cohésion sociale est de couleur verte tandis qu'une présence forte d'un indice de conflit est de couleur rouge

Attention : Pensez à vos biais (tendance à analyser, interpréter et juger les choses uniquement à travers le filtre de ses propres références culturelles. Il peut concerner un jugement sur une personne, un comportement, un écrit, une parole, un événement, une situation, etc.) **afin de rester le plus objectif possible dans votre évaluation.**

**Tableaux de suivi des indices de cohésion sociale et de conflit
sur les zones d'intervention de votre diocèse**

1. Indices de cohésion sociale présents dans les différents diocèses

Indices de cohésion sociale	Diocèse x
Socio-politiques	
Services sociaux accessibles	
Expression libre des médias	
Dialogue interreligieux	
Transparence du leadership politique	
Dialogue entre l'Etat, les acteurs privés et la société civile	
Respect de la constitution et de la loi	
Socio-économiques	
Échanges commerciaux (flux physiques ou réels de biens, flux monétaires, flux de services)	
Existence de fonds et de politiques dédiées aux plus fragiles	
Mise en œuvre des projets et ou des activités à caractère collectif	
Existence d'organisations de professionnels	
Socio-culturel	
Evènements culturels (fête nationales et évènements locaux)	
Mixité au sein des couples, familles	
Participation volontaire aux efforts collectifs (communautaires)	
Identité nationale partagée	
Valeurs communes (hospitalité, foi, solidarité)	

NB : Cette liste sera complétée chaque année à partir des indices suivis dans les différents diocèses

Présence forte (vert)	
Présence moyenne (orange)	
Présence fragile (rouge)	

2. Types de conflits présents dans les différents diocèses

Indices de conflits	Diocèse x
Conflits fonciers	
Entre propriétaires terriens et collectivités territoriales	
Entre propriétaires et acquéreurs	
Entre populations/propriétaires et gros acheteurs de terre	
Entre exploitants	
Conflits politiques	
Prise de pouvoir	
Autour des élections	
Non-transparence des acteurs politiques	
Dialogue entre acteurs politiques (ou comportements des acteurs politiques)	
Libertés politiques ou d'expression	
Faible présence de l'Etat à pourvoir aux besoins des populations	
Compétition (insuffisante coordination) entre les projets/initiatives des ONG	
Conflits agriculteurs-éleveurs	
Points d'eau	
Aires de pâturage	
Perceptions de l'activité de l'Autre	
Conflits liés à l'accès aux ressources	
Entre populations hôtes et populations déplacées	
Entre populations locales et entreprises ou gouvernement	
Accès inégal à la justice	
Accès inégal aux services de base	
Terrorisme et groupes violents	
Discours clivants religieux ou communautaires	
Attaques armées	
Pression	
Attractivité	

NB : Cette liste sera complétée chaque année à partir des indices suivis dans les différents diocèses

Forte présence (rouge)	
Présence moyenne (orange)	
Faible présence (vert)	

1. **Les conflits fonciers** opposent deux ou plusieurs personnes physiques ou morales sur la reconnaissance ou la jouissance d'un droit lié à la terre. Ce type de conflit peut opposer : (i) les propriétaires terriens aux collectivités territoriales (communes), (ii) les propriétaires et acquéreurs, (iii) les populations/propriétaires terrains aux gros acheteurs de terres, (iv) les exploitants (agriculteurs-éleveurs) autour des espaces de production.
2. **Les conflits politiques** sont des conflits qui opposent des partis ou des mouvements politiques. Ils ont des enjeux de pouvoir et posent la question de l'organisation de la vie en commun. Il s'agit de conflits qui naissent autour: (i) de la prise du pouvoir, (ii) de la prise ou la conservation du pouvoir lors des élections, (iii) du dialogue entre acteurs politiques, (iv) des libertés politiques et d'expression.
3. **Les conflits agriculteurs-éleveurs** sont des conflits qui opposent un agriculteur et un éleveur dont l'objet porte sur l'exploitation des ressources naturelles en lien avec l'agriculture et l'élevage. Ainsi, les conflits peuvent naître autour (i) des points d'eau et (ii) des aires de pâturage. Les conflits peuvent également être liés à la perception de l'activité pastorale par les communautés agricoles et vice versa.
4. **Les conflits liés aux ressources naturelles** sont des conflits qui naissent autour de la gestion de l'eau, de la forêt, des ressources halieutiques et des ressources minières. Ces conflits peuvent opposer : (i) les réfugiés/populations déplacées aux communautés locales, (ii) les communautés locales aux entreprises/gouvernement du fait de la gouvernance des RN.
5. **Le terrorisme et les groupes violents** des groupes violents représentent une menace sérieuse des équilibres fragiles des communautés locales. Leur présence dans presque tout le pays bouleverse le paysage social et frappe les communautés soit

directement, par des attaques armées, soit indirectement, non seulement par la présence constante et la menace qu'ils peuvent exercer sur elles, mais aussi par l'attraction, en matière de services, de sources de revenus et parfois même de remplacement de l'État.

Annexe 3 Identification des facteurs clés de cohésion sociale et de tension au Burkina Faso

Facteurs clés de cohésion
Politique
Capacité de la Constitution et du système étatique à réguler les conflits et l'accès au pouvoir, à tenir des élections libres, à rendre effective la décentralisation pour maintenir une stabilité politique ;
Niveau de responsabilité et de transparence de certains leaders politiques ;
Forte réactivité politique de l'Etat aux événements violents survenus dans les régions Nord et Sahel (2016-2017) pour rétablir la présence de l'Etat et corriger les inégalités ;
Difficulté d'accès à l'appareil judiciaire (tendance à favoriser le dialogue au détriment de la loi) ;
Volonté d'établir le dialogue entre l'Etat, les acteurs privés et la société civile (dialogue gouvernement-acteurs privés, les journées nationales du paysan, les échanges entre le chef d'Etat et les jeunes, les échanges entre le chef d'Etat et les femmes, les échanges gouvernement-syndicats, etc.).
Economique
Croissance du PIB ;
Existence de certains fonds pour accompagner les groupes spécifiques (femmes et jeunes).
Socio-culturel
Forte mobilisation pour promouvoir les activités culturelles réunissant les différentes communautés vivant au Burkina Faso. On peut citer entre autres la semaine nationale de la culture, FIAC, festivals locaux, etc. ;
Culture du vivre-ensemble au Burkina Faso et identité nationale ;
La parenté à plaisanterie.
Facteurs clés de tension
Politiques et économiques
Baisse du niveau de dépendance réciproque (et donc des bénéfices) entre les groupes socio-économiques ;
Mal-gouvernance des activités publiques et privées ;
Niveau de chômage, notamment chez les jeunes ;
Pression foncière, notamment avec accroissement des aires cultivées, allongement de la durée de présence des éleveurs transhumants, développement urbain non-contrôlé ;
Existence et/ou développement de plusieurs types de trafics illégaux (drogues, armes).
Socioculturel
Niveau élevé d'interaction et de dialogue entre des groupes dont la culture, l'idéologie, les modes de vie sont différents ;
Croissance de discours clivant s'appuyant sur des idéologies politiques et religieuses violentes. Apparition de groupes violents se réclamant religieux ;
Inégal accès à la justice et aux services de base ;
Expérience ou perception croissante de l'insécurité humaine (des biens et des personnes) ;
Insuffisance du système éducatif ;
Montée en puissance des systèmes d'auto-défense armés.